

Unité Départementale des Côtes d'Armor
11 rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLÉRIN CEDEX

Plérin, le 15 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



LCBC (STEP CALOÜET)

Calouët
22600 LOUDEAC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2022 dans l'établissement LCBC (STEP CALOÜET) implanté Calouët 22600 LOUDEAC. L'inspection a été annoncée le 17/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle s'inscrit également dans le cadre d'une action nationale de contrôle prévue pour l'année 2022 par instruction ministérielle du 22 décembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LCBC (STEP CALOÜET)
- Calouët 22600 LOUDEAC
- Code AIOT dans GUN : 0005503655
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site contrôlé est une station d'épuration collective exploitée par la collectivité LCBC traitant des eaux usées industrielles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- avancement des travaux et aménagements recommandés dans l'expertise d'avril 2018
- action nationale "eau"

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Autosurveillance : programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
Conformité du rejet	Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 2 - alinéa 12-6-3	/	Sans objet
Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suites données à l'expertise d'avril 2018 : travaux et aménagements	Expertise du 30/04/2018	/	Sans objet
Suites données l'expertise d'avril 2018 : capacités de la station épuration	Expertise du 30/04/2018	/	Sans objet
Suite donnée à l'observation n°2019-06	Lettre du 10/02/2020	/	Sans objet
Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
Autosurveillance : transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
Entrée de station	Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 1	/	Sans objet
Valeurs limite de rejets	Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 2 - alinéa 12-6-1 et 12-6-2	/	Sans objet
Autosurveillance : accréditation des laboratoires	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La station d'épuration de Calouët a vu la qualité de ses rejets aqueux s'améliorer suite à la mise en oeuvre d'un traitement tertiaire. Cependant, les flux entrants sont en limite de la capacité de la station et l'autosurveillance de 2021 met en évidence que le rejet ne peut pas être considéré comme conforme en 2021. Le projet de traitement primaire va permettre d'améliorer le traitement des effluents et augmenter sensiblement la capacité de la station permettant ainsi de fiabiliser le traitement des eaux usées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suites données à l'expertise d'avril 2018 : travaux et aménagements

Référence réglementaire : Expertise du 30/04/2018
Thème(s) : Autre, Expertise de la station d'épuration
Prescription contrôlée : <p><u>Observation n°2019-04 :</u> Les résultats d'autosurveillance des rejets aqueux LCBC mettent en évidence une non-conformité des rejets ; des améliorations de l'outil épuratoire et des travaux sont cependant en cours et prévus, destinés à améliorer la qualité des rejets. Dans ce cadre, il convient que LCBC informe l'inspection de l'état d'avancement et de l'échéancier prévu pour les différents aménagements proposés dans l'expertise d'avril 2018 et identifiés comme « travaux d'urgence » et « travaux de restructuration ».</p> <p><u>Extrait de l'étude d'expertise :</u></p> <p>* Travaux d'urgence</p> <p>Action 1 : mise en œuvre d'une 3ème centrifugeuse</p> <p>Action 2 : renouvellement des rotors des turbines 3, 4 et 5</p> <p>Action 3 : renouvellement ponts brosse bassin d'aération tranche 1</p> <p>Action 4 : ajouts d'agitateurs immergés rapides dans le bassin d'aération de la tranche 2</p> <p>Action 5 : ajout d'une sonde pH à l'ancien poste voie ferrée et rapatriement des mesures pH</p> <p>* Travaux de restructuration / extension</p> <p>Action 6 : bassin de stockage / restitution / homogénéisation amont STEP</p> <p>Action 7 : décanteur primaire lamellaire (capacité 600 m3/h) yc relevage amont prétraitements</p> <p>Action 8 : renouvellement tronçon du réseau de collecte entre l'ancien poste voie ferrée et la STEP</p> <p>* Travaux de fiabilisation / sécurisation</p> <p>Action 9 : rénovation de l'ancien clarificateur de la tranche 2, réutilisation en ouvrage de secours</p>
Constats : Les échanges avec l'exploitant ont permis de faire le point sur l'avancement des travaux et aménagements :
<p>- action 1 : fait</p> <p>- action 2 : rotors des turbines 1, 2, 3 et 4 remplacés, remplacement en cours pour la turbine 5. L'exploitant précise que cela a amélioré le taux d'oxygène et donc les résultats en N. La visite sur site a permis de constater la présence du nouveau rotor de la turbine 5 en attente de remplacement.</p> <p>- action 3 : opérationnel depuis juin 2019</p> <p>- action 4 : pour rappel, la tranche 2 est la tranche la plus importante de la station. L'objectif de cette action est d'homogénéiser les eaux à traiter avec des agitateurs immergés lorsque les aérateurs sont à l'arrêt. L'exploitant précise que ces travaux ne sont pas possibles techniquement car le bassin est trop grand et n'a pas été conçu pour de tels aménagements. L'exploitant précise cependant que le changement récent des rotors des turbines améliore certes l'aération mais également le brassage.</p> <p>- action 5 : LCBC précise que tous les industriels raccordés sont équipés d'une sonde pH au niveau de leurs rejets d'eaux usées et qu'un ouvrage (cuve béton) existe sur le réseau en aval des eaux usées de la Cooperl, Loudéac Viandes et Entremont, permettant de prendre des mesures pH. La visite sur site a permis de constater la présence de sondes pH à la station permettant de réaliser des campagnes de mesures de pH. Concernant cette problématique de pH, LCBC indique que des mesures ponctuelles de pH sont réalisées dans le bassin d'aération et met en évidence des résultats stables : LCBC précise donc que la variation de pH en entrée de station ne pose pas de problème d'exploitation de la station mais il subsiste une problématique au niveau des réseaux.</p> <p>- actions 6 et 7 : LCBC précise que le projet de bassin de brassage en amont de la station n'a pas abouti et qu'une étude a été réalisée sur la faisabilité d'un traitement primaire physico-chimique. Un essai pilote du traitement primaire projeté a eu lieu pendant 9 mois ; une réunion de restitution de cet essai pilote a eu lieu le 24/06/2021. L'exploitant explique que cette étude et cet essai pilote ont démontré que le traitement primaire projeté ne perturbe pas le traitement biologique aval et</p>

est efficace en terme d'abattement des MES et DCO. LCBC précise que l'appel à projet et la consultation des entreprises est lancée, le retour étant prévu mi-mars 2022.
- action 8 : une nouvelle canalisation résistante aux acides et aux bases a été installée en parallèle du réseau existant entre l'ouvrage située près de la Cooperl jusque la station. La visite sur site a permis de constater la présence d'un nouveau regard pour cette nouvelle canalisation.
- action 9 : LCBC précise que la rénovation de l'ancien clarificateur sera fait après finalisation des travaux en cours (traitement primaire notamment), afin de disposer d'une clarificateur de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suites données l'expertise d'avril 2018 : capacités de la station épuration

Référence réglementaire : Autre du 30/04/2018
Thème(s) : Autre, Expertise de la station d'épuration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Extrait du rapport de visite d'inspection de 2019 :</u> En comptabilisant l'ensemble des industriels raccordés (et non uniquement les principaux), le cumul des conventions montre que les entrées d'effluents respectent (sauf pour le volume) les valeurs limite de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la station mais ont atteint la limite supérieure, et sont supérieures aux capacités réelles calculées dans l'expertise réalisée en 2018, notamment le week-end. L'inspection a conscience que les volumes autorisés dans les conventions pour les « autres abonnés » ne sont pas systématiquement atteints et que certaines de ces conventions sont à revoir. LCBC a également précisé à l'inspection qu'elle envisageait de renégocier les volumes et les paramètres DCO / DBO5 de GELAGRI les samedis et dimanches. Observation n°2019-03 : LCBC doit tenir l'inspection informée des « renégociations » en cours et abouties des conventions avec les industriels raccordés et transmettre la synthèse des conventions. De plus, LCBC doit expliquer à l'inspection comment elle compte se conformer aux capacités réelles de la station d'épuration calculées dans l'expertise d'avril 2018.</p> <p><u>Extrait de l'expertise réalisée par SAFEGE pour le compte de LCBC déposée en préfecture en avril 2018 :</u> capacités réelles globales (T1+T2) : débit moyen : 9 165 m3/j (contre 7400 dans l'AP) débit pointe : 726 m3/h MES : 6324 kg/j (contre 7900 dans l'AP) DBO5 : 9440 kg/j (contre 10500 dans l'AP) DCO : 19540 kg/j (contre 21000 dans l'AP) NTK : 964 kg/j (contre 2600 dans l'AP) Pt : 304 kg/j (contre 700 dans l'AP)</p>
<p>Constats : Les capacités de traitement de la station évaluées dans l'expertise d'avril 2018 sont différentes de celles figurant dans l'AP d'autorisation du site. LCBC indique qu'un nouvel audit de la station sera nécessaire après environ 1 an de fonctionnement du traitement primaire, pour évaluer les nouvelles capacités de traitement de la station. L'arrêté préfectoral devra être mis à jour, afin de mettre à jour les nouvelles capacités de traitement de la station d'épuration.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suite donnée à l'observation n°2019-06

Référence réglementaire : Lettre du 10/02/2020, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : Observation n°2019-06 : Il convient de prévoir une rétention pour les fûts d'eau de javel et de coagulant stockés près du clarificateur.
Constats : Les produits cités étaient utilisés au moment des problèmes de conformité des rejets aqueux de l'entreprise raccordée Armor Protéine. Armor Protéine a mis en place une filière traitement de ses boues sur son site et LCBC précise ne plus utiliser les produits constatés en 2019. La visite sur site a permis de constater l'absence de ces produits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2022, Points de prélèvement
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : La visite sur site a permis de constater la présence en sortie d'un canal de mesure des rejets aqueux avec échantillonneur, sonde pH, sonde température et débitmètre. La sonde pH était en défaut le jour de l'inspection, LCBC précise qu'une nouvelle sonde a été commandée. Il a également été constaté sur site le tuyau de prélèvement des échantillons dans le regard situé après le traitement tertiaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance : programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Programme de surveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Le programme de surveillance des rejets aqueux de la station n'a pas été mis à jour suite à l'évolution réglementaire relative aux substances dangereuses. Un tableau a été envoyé par mail à LCBC après l'inspection, pour servir de base de réflexion pour positionner les rejets de la station par rapport aux substances dangereuses. La base réglementaire est l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié. Compte tenu de la typologie des industriels raccordés, les arrêtés ministériels (AM) suivants applicables aux ICPE soumises à enregistrement peuvent servir de base de réflexion : AM du 14/12/2013 au titre de la rubrique n°2220 (agroalimentaire végétale), AM du 23/03/2012 au titre de la rubrique n°2221 (agroalimentaire animale), AM du 14/01/2011 (blanchisserie).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance : transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Lors de la préparation de l'inspection, dans GIDAF ne figuraient pour 2021 que les déclarations de janvier à juillet. LCBC précise avoir saisi les déclarations manquantes la veille de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entrée de station

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, .
Prescription contrôlée : (...) dimensionnée pour traiter une charge de pollution journalière : a) capacité organique de référence : -DBOS :10500 kg /j -DCO : 21000 kg/ j -MES :7900 kg/j -NGL : 2600 kg/ j -Phosphore total :700 kg /j b) capacité hydraulique de référence : - 7400 m3 /j - 309 m3/ h en débit moyen sur 24 heures - 840 m3/h en débit de pointe
Constats : L'examen des déclarations GIDAF de janvier à juillet 2021 met en évidence : DBO5 : 0 dépassement DCO : 1 dépassement MES : 2 dépassements NGL : 0 dépassement Phosphore : 0 dépassement Volume : plus de 30 dépassements pH : 3 dépassements A noter que l'AP ne reprend les capacités réelles de la station (voir point de contrôle "entrée de station").
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limite de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 2 - alinéa 12-6-1 et 12-6-2
Thème(s) : Risques chroniques, .
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent en conditions normales , c'est-à-dire pour les débits et flux adaptés lors du dimensionnement de l'installation et stipulés à l'article 1 du présent arrêté :voir les alinéas 12-6-1 et 12-6-2
Constats : L'examen des données GIDAF de janvier à juillet 2021 met en évidence : <ul style="list-style-type: none">- pH : 1 dépassement (8,51 pour 8,50)- volume : 66 dépassements Concentrations : <ul style="list-style-type: none">- DCO : 6 dépassements et 1 > 2xVLE- DBO5 : 1 dépassement- MES : 11 dépassements et 9 > 2xVLE- NGL : 12 dépassements et 2 > 2xVLE- Pt : 9 dépassements et 4 > 2xVLE Flux : <ul style="list-style-type: none">- DCO : 5 dépassements- DBO5 : 0 dépassement- MES : 8 dépassements et 7 > 2xVLE- NGL : 7 dépassements et 2 > 2xVLE- Pt : 7 dépassements et 4 > 2xVLE Les rendements 2021 de la station ont transmis par LCBC à l'inspection par mail du 16/02/2022 : les rendements moyens mensuels respectent les rendements minimum, à l'exception du paramètre NGL (mois de janvier, septembre, octobre et décembre 2021 avec un rendement inférieur à 95%).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conformité du rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2006, article 2 - alinéa 12-6-3
Thème(s) : Risques chroniques, .
Prescription contrôlée : Le rejet de l'installation sera jugé conforme, au regard des résultats d'autosurveillance : 1) si le nombre annuel de résultats non conforme à la fois aux valeurs limites en concentration et en rendement pour les paramètres DCO — DBO5 et MES ne dépasse pas le nombre présent au tableau suivant : voir le tableau de l'AP 2) si les eaux résiduaires rejetées sur milieu naturel respectent, pour les paramètres Azote et phosphore, et en moyennes mensuelles, soit les valeurs limites en concentrations, soit les valeurs limites en rendement définies à l'article 12.6.1. Par ailleurs, les résultats des mesures en concentration ne peuvent s'écarter des valeurs limites prescrites : - de plus de 100 % pour la DBO5 et la DCO), l'azote et le phosphore - de plus de 150 % pour les MES.
Constats : L'examen des données GIDAF de janvier à juillet 2021 met en évidence : 1) nombre de dépassements en concentration et en rendement en DCO (=7+0) < 25 nombre de dépassements en concentration et en rendement en DBO5 (=1+0) < 5 nombre de dépassements en concentration et en rendement en MES (=20+0) >19 2) moyenne mensuelle NGL : 1 dépassement (6,034 pour 6 mg/L) en concentration et 4 non atteintes de rendement moyenne mensuelle Pt : 0 dépassement en concentration et 100 % rendement atteint 3) nombre de résultats en concentration > de plus de 100 % en DBO5 : 0 nombre de résultats en concentration > de plus de 100 % en DCO : 1 nombre de résultats en concentration > de plus de 100 % en NGL : 2 nombre de résultats en concentration > de plus de 100 % en Pt : 4 nombre de résultats en concentration > de plus de 150 % en MES (>25 mg/L) : 8 A noter que le traitement primaire projetée va permettre d'améliorer le traitement et la qualité des rejets aqueux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance : accréditation des laboratoires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : LCBC explique procéder de la manière suivante pour l'autosurveillance de la station : Concernant les entrées de la station : <ul style="list-style-type: none">- DCO et MES : analyses quotidiennes de DCO et MES en interne et analyse 1 fois par semaine DCO et MES par le laboratoire Labocéa- NGL, Pt : analysés uniquement par le laboratoire Labocéa- suivi par LCBC des écarts entre les résultats des analyses réalisées en interne et celles de Labocéa ; la collectivité précise que l'Agence de l'Eau tolère un écart de ± 10 % pour la DCO et ± 20 % pour les MES. Concernant les sorties de la station, LCBC fait appel au laboratoire Labocéa : <ul style="list-style-type: none">- 1 fois par semaine pour les paramètres DCO, MES, Pt- 1 fois par mois pour le paramètre NGL <p>> En complément, LCBC fait appel au SATESE, qui réalise un contrôle 1 fois par an de l'autosurveillance réalisée par LCBC (vérification de la température du préleveur, du nombre de prélèvements, du débitmètre, etc.) et un bilan annuel complet sur le fonctionnement de la station.</p> LCBC indique que le laboratoire Labocéa est accrédité. LCBC doit disposer des attestations d'accréditation pour la partie prélèvements (NF EN ISO 17025) et la partie analyses (accréditation pour chaque substance sur la matrice "eaux résiduelles").
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : LCBC indique ne pas procéder à un contrôle de recalage, ce qui est possible si l'autosurveillance a été réalisée dans les mêmes conditions qu'un contrôle de recalage. LCBC doit donc s'assurer que la laboratoire Labocéa dispose d'un agrément pour chaque substance sur la matrice "eau résiduaire" et que le prestataire qui procède aux prélèvements respectent la norme NF EN ISO 17025. LCBC doit disposer des attestations correspondantes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet